

Avis

(A)2535
23 mars 2023

Avis sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge

Article 4, § 4 de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie

Non confidentiel

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION	3
1. Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022.....	4
1.1. Analyse de la modification des délais	4
1.2. Analyse de la modification de la LISTE des ayants droit.....	5
2. Conclusion	5
ANNEXE	6

INTRODUCTION

La Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (CREG) a reçu le 13 mars 2023 une lettre de la ministre de l'Energie lui demandant de rendre un avis sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie.

La CREG publie ci-après l'avis demandé.

Le présent avis est formulé en application de l'article 24, § 4 de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie.

Outre l'introduction, cet avis contient une analyse de la modification du délai, une analyse de la modification de la liste des ayants droit et une conclusion.

Le projet d'arrêté royal relatif à cet avis est joint en annexe.

Le comité de direction de la CREG a formulé le présent avis lors de sa réunion du 23 mars 2023.

1. ARRÊTÉ ROYAL MODIFIANT L'ARRÊTÉ ROYAL DU 11 SEPTEMBRE 2022

1. Par lettre du 13 mars 2023, la ministre de l'Energie a demandé à la CREG de rendre un avis sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie. Ce projet d'arrêté royal prévoit une modification des délais et une modification de la représentation des ayants droit.

La CREG est d'accord avec les principes du projet d'arrêté royal du cabinet.

1.1. ANALYSE DE LA MODIFICATION DES DÉLAIS

2. L'article 1^{er} du projet d'arrêté royal est complété par un paragraphe 2, établissant que les délais visés dans cet arrêté sont calculés conformément à l'article 1.7 du Code civil.

Dans ce contexte, la date limite à laquelle les fournisseurs peuvent introduire une créance auprès de la Commission conformément à l'article 2, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal susmentionné est modifiée rétroactivement et reportée à 14 jours après la publication du présent projet d'arrêté royal. Le délai de transmission des données de paiement étant désormais fixé au 31 mars 2023 (voir article 23 de la loi du 28 février 2022), ce report de délai doit permettre de ne réaliser qu'un seul cycle d'introduction et d'approbation des déclarations de créances, réduisant ainsi les charges tant pour les fournisseurs que pour la CREG.

De même, le délai pour lequel la commission peut demander des corrections de la déclaration de créance, ainsi que le délai pour lequel les fournisseurs peuvent transmettre leur déclaration de créance corrigée, sont également reportés à 60 jours après les dates limites visées respectivement à l'article 3, paragraphe 1^{er}, troisième et quatrième alinéas. La modification pratique opérée dans ce contexte, par laquelle la Commission transmet la demande de correction de la déclaration de créance aux fournisseurs par courrier électronique (et non par courrier recommandé), est accueillie favorablement.

3. L'article 2, paragraphe 2°, 1° est complété par « et l'année 2023 » pour inclure dans les créances la prime de chauffage forfaitaire unique de 100 euros octroyée au cours du premier trimestre 2023. L'objectif est d'éviter de devoir introduire une créance supplémentaire en 2024 pour les primes chauffage accordées au cours du premier trimestre 2023, réduisant ainsi la charge administrative pour toutes les parties concernées.

4. Compte tenu également de la modification de l'article 23 de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie en vertu du titre 8 de la loi du 30 octobre 2022 portant des mesures temporaires de soutien suite à la crise de l'énergie, la CREG émet un avis positif sur le report des délais.

1.2. ANALYSE DE LA MODIFICATION DE LA LISTE DES AYANTS DROIT

5. L'article 2, 3° du projet d'arrêté royal remplace « *la liste nominative des ayants droit à qui la prime forfaitaire chauffage unique a été octroyée (...)* » par « *le nombre total de fois où la prime forfaitaire unique a été accordée par province* ».

La liste des noms des (nombreux) ayants droit auxquels la prime forfaitaire chauffage unique a été octroyée étant extrêmement longue, la simplification de la procédure d'introduction de la créance relative au solde des coûts du paiement de la prime chauffage forfaitaire unique est accueillie favorablement par la CREG.

6. La CREG ajouterait toutefois « et par région » pour tenir compte de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. CONCLUSION

7. La CREG émet un avis positif sur le projet d'arrêté royal qui lui est soumis et qui modifie l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie.

///

Pour la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz :

Laurent JACQUET
Directeur

Andreas TIREZ
Directeur

Koen LOCQUET
Président f.f. du comité de direction

ANNEXE

Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie, que le cabinet de la ministre de l'Energie a transmis à la CREG le 13 mars 2023

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
<p>Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie</p>	<p>Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2022 houdende de nadere regels voor de bepaling van de kost voor de elektriciteitsbedrijven van de activiteiten inzake de verwarmingspremie, en van hun tussenkomst voor het ten laste nemen ervan, alsook desgevallend de in acht te nemen procedure voor het bekomen van een vergoeding, met inbegrip van de termijnen, de gevolgen bij overtreding en het bewijs dat dient geleverd te worden aan de commissie om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden om te genieten van de betaling bedoeld in artikel 24, § 2 van de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie</p>
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
A tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie, article 24, §4;	Gelet op de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie, artikel 24, §4 ;
Vu l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie ;	Gelet op het het koninklijk besluit van 11 september 2022 houdende de nadere regels voor de bepaling van de kost voor de elektriciteitsbedrijven van de activiteiten inzake de verwarmingspremie, en van hun tussenkomst voor het ten laste nemen ervan, alsook desgevallend de in acht te nemen procedure voor het bekomen van een vergoeding, met inbegrip van de termijnen, de gevolgen bij overtreding en het bewijs dat dient geleverd te worden aan de commissie om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden om te genieten van de betaling bedoeld in artikel 24, § 2 van de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie;
Vu l'avis (A) XXXX de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, donné le 2023 ;	Gelet op het advies (A) XXXX van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, gegeven op 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2023 ;	Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2023;
Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 2023 ;	Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 2023;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation exécutée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'urgence, motivée par les éléments suivants :	Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de volgende elementen:
- Après concertation avec la CREG, l'objectif est de simplifier la procédure d'introduction de la demande relative au solde du coût du paiement de la prime forfaitaire unique de chauffage compte tenu du nombre important d'ayants droit ;	- Naar aanleiding van overleg met de CREG wordt beoogd de procedure tot indiening van de schuldvordering met betrekking tot het saldo van de kosten van de betaling van de eenmalige forfaitaire verwarmingspremie te vereenvoudigen gelet op de grote hoeveelheid rechthebbenden;
- En outre, selon la CREG, il semble opportun de reporter la date d'introduction de la demande conformément à l'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie, compte tenu de la modification de l'article 23 de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie en application du titre 8 de la loi du 30 octobre 2022 portant des mesures de soutien temporaires suite à la crise de l'énergie;	- Bovendien lijkt het volgens de CREG aangewezen om de datum voor de uiterlijke indiening van de schuldvordering overeenkomstig artikel 2, eerste lid van het koninklijk besluit van 11 september 2022 houdende de nadere regels voor de bepaling van de kost voor de elektriciteitsbedrijven van de activiteiten inzake de verwarmingspremie, en van hun tussenkomst voor het ten laste nemen ervan, alsook desgevallend de in acht te nemen procedure voor het bekomen van een vergoeding, met inbegrip van de termijnen, de gevolgen bij overtreding en het bewijs dat dient geleverd te worden aan de commissie om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden om te genieten van de betaling bedoeld in artikel 24, § 2 van de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie, te verlaten gelet op de wijziging van artikel 23 van de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie krachtens Titel 8 van de wet van 30 oktober 2022 houdende tijdelijke ondersteunings- maatregelen ten gevolge van de energiecrisis ;
- La date limite de dépôt des fournisseurs pour la créance visée à l'article 2, alinéa 1 ^{er} de l'arrêté royal du 11 septembre 2022 précité étant fixée au	- Daar de uiterlijke indieningsdatum voor de leveranciers voor de schuldvordering overeenkomstig artikel 2, eerste lid van het

31 mars 2023, il est envisagé de modifier rétroactivement cette date et de la reporter à 14 jours après la publication du présent arrêté modificatif ;	voornoemde koninklijk besluit van 11 september 2022 is vastgesteld op 31 maart 2023 wordt beoogd deze datum met terugwerkende kracht te wijzigen en uit te stellen tot 14 dagen na de publicatie van voorliggend wijzigingsbesluit;
- Afin d'atténuer autant que possible l'impact de l'entrée en vigueur rétroactive et d'assurer autant que possible le caractère prévisible, il convient de publier la présente décision dans les meilleurs délais ;	- Teneinde de impact van de inwerkingtreding met terugwerkende kracht zoveel mogelijk te mitigeren en het voorzienbaar karakter zo veel mogelijk te waarborgen, dient dit besluit zo spoedig mogelijk bekendgemaakt te worden;
En outre, après l'avis du Conseil d'État, un délai devrait être prévu pour le traitement des observations. La publication devrait ensuite suivre. Ce calendrier montre que, dans la pratique, il n'est plus possible d'observer un délai d'avis de 30 jours pour le présent projet de arrêté.	Na het advies van de Raad van State dient bovendien nog een termijn te worden voorzien om de gemaakte opmerkingen te kunnen verwerken. Vervolgens dient tot publicatie over te worden gegaan. Uit deze kalender blijkt dat het in de praktijk niet meer mogelijk is om voor voorliggend ontwerp besluit een adviestermijn van dertig dagen in acht te nemen.
Vu l'avis [...] du Conseil d'Etat, donné le [...], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies [...] van de Raad van State, gegeven op [...], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Ministre de l'Energie, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,	Op de voordracht van de Minister van Economie en de Minister van Energie, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
Article 1 . Dans l'article 1 ^{er} de l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie, dont le texte actuel formera le paragraphe 1 ^{er} , est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :	Article 1 . Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 september 2022 houdende de nadere regels voor de bepaling van de kost voor de elektriciteitsbedrijven van de activiteiten inzake de verwarmingspremie, en van hun tussenkomst voor het ten laste nemen ervan, alsook desgevallend de in acht te nemen procedure voor het bekomen van een vergoeding, met inbegrip van de termijnen, de gevolgen bij overtreding en het bewijs dat dient geleverd te worden aan de commissie om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden om te genieten van de betaling bedoeld in artikel 24, § 2 van de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie, waarvan de bestaand tekst paragraaf 1 zal vormn, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende

<p>“§2. Les délais visés par le présent arrêté sont calculés conformément à l'article 1.7 du Code civil. »</p>	<p>“§2. De termijnen bedoeld in dit besluit worden berekend overeenkomstig artikel 1.7 van het Burgerlijk Wetboek.”</p>
<p>Art. 2. Dans l'article 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :</p>	<p>Art. 2. In artikel 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>1° dans l'alinéa 1er, les mots « le 31 mars 2023 » sont remplacés par les mots « le quatorzième jour après la publication de l'arrêté royal du [DATE] modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2022 fixant les modalités de détermination du coût, pour les entreprises d'électricité, de l'activité relative à la prime chauffage et de leur intervention pour sa prise en charge ainsi que, le cas échéant, la procédure à prendre en compte pour obtenir une indemnité, en ce compris les délais et les conséquences en cas d'infraction et les éléments à fournir à la commission pour prouver qu'elles remplissent les conditions pour bénéficier du paiement visé à l'article 24, § 2, de la loi du 28 février 2022 portant des dispositions diverses en matière d'énergie » ;</p>	<p>1° in het eerste lid worden de woorden “31 maart 2023” vervangen door de woorden “de veertiende dag na de publicatie van het koninklijk besluit van [DATUM] tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2022 houdende de nadere regels voor de bepaling van de kost voor de elektriciteitsbedrijven van de activiteiten inzake de verwarmingspremie, en van hun tussenkomst voor het ten laste nemen ervan, alsook desgevallend de in acht te nemen procedure voor het bekomen van een vergoeding, met inbegrip van de termijnen, de gevolgen bij overtreding en het bewijs dat dient geleverd te worden aan de commissie om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden om te genieten van de betaling bedoeld in artikel 24, § 2 van de wet van 28 februari 2022 houdende diverse bepalingen inzake energie,”;</p>
<p>2° dans l'alinéa 2, le 1° est complété par les mots « et l'année 2023 » ;</p>	<p>2° het tweede lid, wordt de bepaling onder 1°, aangevuld met de woorden “en het jaar 2023”;</p>
<p>3° le 7° est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>3° de bepaling onder 7° wordt vervangen als volgt:</p>
<p>« 7° le nombre total de fois où la prime forfaitaire unique de chauffage a été accordée par province. ».</p>	<p>“7° het totaal aantal keer dat de eenmalige forfaitaire verwarmingspremie is toegekend per provincie.”.</p>
<p>Art. 3. Dans l'article 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :</p>	<p>Art. 3. In artikel 3, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :</p>	<p>1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>a) dans l'alinéa 3, les mots « Pour le 31 mai 2023 au plus tard » sont remplacés par les mots « Au plus tard soixant jours après la date limite visée à l'article 2, alinéa 1^{er} »</p>	<p>a) in het derde lid worden de woorden “tegen 31 mei 2023” vervangen door de woorden “zestig dagen na de termijn zoals bedoeld in artikel 2, eerste lid,”;</p>
<p>b) dans l'alinéa 3, les mots « par courrier recommandé » sont remplacés par les mots « par courrier électronique »</p>	<p>b) in het derde lid worden de woorden “aangetekend schrijven” vervangen door het woord “e-mail”;</p>
<p>c) dans l'alinéa 4, les mots « pour le 31 juillet 2023 au plus tard » sont remplacés par les mots « Au plus tard soixant jours après la date limite visée à l'alinéa 3 »</p>	<p>c) in het vierde lid worden de woorden “ten laatste tegen 31 juli 2023” vervangen door de woorden “uiterlijk binnen zestig dagen na de termijn zoals bedoeld in het derde lid”;</p>
<p>2° dans l'alinéa 1er du paragraphe 3, les mots « le 30 septembre 2023 » sont remplacés par les mots</p>	<p>2° in het eerste lid van paragraaf 3 worden de woorden “op 30 september 2023” vervangen</p>

« soixant jours après la date limite visée à l’alinéa 4 du paragraphe 1 ^{er} ».	door de woorden “zestig dagen na de termijn zoals bedoeld in het vierde lid van paragraaf 1”.
Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 30 mars 2023.	Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 30 maart 2023.
Art. 5. Le ministre qui a l’Economie dans ses attributions et le Ministre qui a l’Energie dans ses attributions sont chargés de l’exécution du présent arrêté.	Art. 5. De minister bevoegd voor Economie en de Minister bevoegd voor Energie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à	Gegeven te
Par le Roi:	Van Koningswege:
Le Ministre de l’Economie,	De Minister van Economie,
Pierre-Yves DERMAGNE	
Le Ministre de l’Energie	De Minister van Energie
Tinne VAN DER STRAETEN	